

Pouvoir d'emprunt—Loi

sur nos marchés financiers, mais également dans le monde entier.

Si le ministre des Finances (M. Wilson) ne démissionne pas à la suite de la plus importante fuite budgétaire de notre histoire, et, en fait, comme j'ai essayé de le signaler à Votre Honneur jeudi dernier, de toute l'histoire de la démocratie parlementaire, il y aura alors un certain chaos et cela donnera lieu à un manque de confiance; les 11 millions de contribuables canadiens hésiteront à déclarer volontairement leurs revenus au ministère des Finances.

En ne démissionnant pas, le ministre des Finances établit un précédent en vertu duquel le ministre des Finances ne sera tenu responsable de fuites budgétaires que s'il transmet lui-même les renseignements en question. C'est totalement inadmissible pour la Chambre et le pays, et il s'agit là d'une interprétation tout à fait trompeuse des responsabilités du Ministre.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): Le ministre prétend avoir été victime d'un crime. Or, le véritable crime réside dans son budget, dans le fait que le gouvernement conservateur n'a pas dit clairement aux Canadiens ce qu'il entendait faire. Il s'agit ainsi d'un budget de promesses non tenues.

Avant et durant la campagne électorale, le gouvernement conservateur a fait des promesses s'élevant à 17 milliards de dollars, un sujet de mégaprojets un peu partout au pays. Nous avons eu un débat sémantique avec le ministre. Il a déclaré qu'il ne s'agissait pas de promesses, mais d'engagements électoraux. Il a dit aux Canadiens qu'il s'agissait d'engagements de dépenses qui étaient censés ne rien coûter. Onze jours avant les élections, le ministre des Finances a déclaré que les conservateurs avaient pris des engagements de dépenses et qu'ils avaient des réserves suffisantes pour faire face aux annonces en question. Durant la campagne, le premier ministre (M. Mulroney) a affirmé pour sa part que son gouvernement s'était occupé du déficit. Il a ajouté que toutes les promesses faites par les conservateurs respectaient le cadre financier de Michael Wilson et que tout avait été calculé au sou près. Or, je le répète, la parole du premier ministre ne vaut pas un sou.

Des voix: Bravo!

Des voix: C'est honteux!

M. Turner (Vancouver Quadra): Monsieur le Président, à la lecture du budget, il est manifeste que les conservateurs n'ont jamais eu la moindre intention de tenir parole. Il n'a jamais été dans leurs projets, à commencer par le ministre, de tenir les engagements qui avaient été pris. Ils voulaient simplement acheter le vote des Canadiens, afin de pouvoir vendre à rabais notre pays aux États-Unis.

Des voix: Bravo!

[Français]

En quelques minutes, mercredi soir dernier, la famille canadienne moyenne s'est retrouvée avec un fardeau de l'ordre de 7 milliards de dollars de nouvelles taxes et de 2 milliards de coupures dans les programmes. Tout cela n'est pas vraiment une surprise pour nous. Pendant toute la campagne électorale, l'automne dernier, nous avons exposé clairement, devant la population canadienne, le plan et les intentions des conservateurs. Partout, que ce soit à Caraquet, Saint-Jean, Thunder Bay, Saint-Jérôme, Saint-Boniface, j'ai dit que, s'il était réélu, le premier ministre allait imposer une désastreuse nouvelle taxe à la consommation, allait abolir l'universalité de nos programmes sociaux et détruire notre filet de sécurité sociale, et je me suis fait traiter partout de menteur par ses ministres, par à peu près tous les ministres d'en face. Mais voilà, c'est fait. Qui maintenant sont les menteurs? Où maintenant sont les vrais menteurs? Ce Budget est le répertoire des promesses brisées par les conservateurs.

Pendant le débat télévisé en français, devant la nation tout entière, le premier ministre a déclaré, et je le cite: «Nous allons maintenir absolument tous nos programmes sociaux. Il n'y a rien dans l'Accord de libre-échange à l'encontre non seulement de cette obligation et de ce devoir, mais de cette possibilité pour l'avenir, nous allons en faire davantage».

A Sydney, en Nouvelle-Écosse, le premier ministre a déclaré, et je le cite encore une fois: «Aussi longtemps que je serai premier ministre, les programmes sociaux, et plus particulièrement ceux à l'intention des personnes âgées, seront améliorés et non pas diminués».

A Québec, la vieille capitale, devant un autre groupe de personnes âgées, prenant cette fois sa mère à témoin, le premier ministre a de nouveau juré qu'il allait non seulement maintenir, mais augmenter les programmes sociaux pour les personnes âgées.

D'une élection à l'autre, le premier ministre ne change pas de style. En 1984, il avait promis, la main sur le coeur; en 1988, il a juré sur la tête de sa mère. Pourtant, seulement quelques mois plus tard, il a coupé les pensions de sécurité de la vieillesse à des milliers de Canadiens et de Canadiennes. Bien sûr, dit le gouvernement, cette coupure ne s'adresse qu'aux gens dont le revenu est